

Créée en 2009 au sein de l'École des hautes études en sciences sociales, la Fondation France-Japon développe depuis plus de dix ans des partenariats publics et privés pour promouvoir les échanges en sciences humaines et sociales entre l'Europe et l'Asie.

ACTUALITÉS

Projet de recherche « L'innovation tirée par le care : le cas des soins aux personnes âgées en France et au Japon »

L'accroissement de la longévité humaine et le vieillissement de la population constituent un défi majeur pour nos sociétés. L'un des enjeux essentiels concerne les soins pour les personnes âgées qui font face à une perte d'autonomie. Dans ce domaine, si l'apport des technologies (notamment la robotique, l'intelligence artificielle, les technologies de l'information et de la communication) est reconnu comme une réponse, il est marqué également par certaines limites, en partie révélées par la crise de la COVID-19. Notre hypothèse est qu'il s'agit d'un problème structurel lié à la déconnexion partielle entre les besoins sociaux et les réponses technologiques, en lien avec le paradigme dominant de l'innovation. L'objectif de notre projet est de développer un concept alternatif d'innovation tirée par le care. À travers une collaboration pluridisciplinaire franco-japonaise, nous analysons ainsi les politiques et les pratiques qui font du bien-être le critère ultime de l'innovation. Cette problématique complexe fait l'objet d'un nouveau projet lancé par la FFJ, en collaboration avec plusieurs centres de recherche français et japonais et des associations engagées dans le secteur du care.

à collaborer pour une durée de trois ans autour d'une problématique scientifique commune. L'équipe eurasiennne Capitalismes, Technologies, Sociétés et Santé dont fait partie la FFJ se réunira au moins une fois par an dans les locaux de l'EHESS.

L'objectif général de ce projet est de revisiter les relations entre les technologies et les sociétés en se concentrant sur les questions de santé. Cette démarche s'inscrit dans la continuité des précédents programmes de recherche de la FFJ, représentés notamment par la publication en 2019 du livre *Innovation beyond technology - Science for Society and Interdisciplinary Approaches* dirigé par Sébastien Lechevalier (FFJ-EHESS) et auquel Jean-Paul Gaudillière (CERMES3) a également contribué avec 13 autres collègues japonais et français pour critiquer et repenser le concept d'innovation et les relations qui lient les technologies et les sociétés dans les domaines de l'environnement et de la santé. Cette nouvelle équipe souhaite aller encore plus loin dans ces réflexions en se concentrant sur les questions de santé, avec une approche originale qui va au-delà des approches disciplinaires traditionnelles segmentées de la santé telles que l'économie (de la santé), la sociologie (de la santé), l'anthropologie (de la santé) ou encore l'histoire (de la médecine et de la santé).

Le programme de l'EHESS permet ainsi à la FFJ de construire un laboratoire international temporaire, pour la bonne réalisation de ce projet dont le lancement effectif est prévu au printemps prochain.

DANS CE NUMÉRO

Actualités

- L'innovation tirée par le care : le cas des soins aux personnes âgées en France et au Japon
- Lancement de l'équipe internationale « Capitalismes, Technologies, Sociétés et Santé »

Dossier

- Les transformations du travail au Japon

Témoignage

- Dialogue franco-allemand sur le Japon

Cercle de la FFJ

- Masayo Fujimoto
- Ryo Kambayashi

Retour sur

- La table-ronde *Innovation Beyond Technology*

Lancement de l'équipe internationale « Capitalismes, Technologies, Sociétés et Santé »

Suite à l'appel à candidatures de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS) pour la constitution d'une « Équipe internationale triennale », la FFJ a été sélectionnée dans le cadre de ce programme de financement. Au sein d'un partenariat avec le CCJ (Centre Chine, Corée, Japon), le CERMES3 (Centre de recherche médecine, sciences, santé, santé mentale, société), le CAK (Centre Alexandre-Koyré), l'Université de Tokyo et la Seoul National University, une vingtaine de chercheurs d'Europe et d'Asie seront amenés



Les transformations du travail au Japon

Quand il ne s'agit pas de sa culture ou de son histoire, c'est souvent par l'intermédiaire du thème du travail et du monde de l'entreprise que le Japon attire l'attention. Autrefois, c'était la réussite économique de ses grands groupes qui générant un engouement pour les recherches sur le « modèle japonais ». Aujourd'hui, ce sont davantage les transformations du travail et les défis qui l'accompagnent qui suscitent un intérêt fort.

Si cette question est importante, c'est notamment parce que les enjeux qu'affronte depuis deux décennies le Japon constituent un aperçu de ceux auxquels la France doit maintenant faire face : la question de l'emploi des seniors dans un contexte de vieillissement de la population, les inégalités engendrées par la diversification des formes d'emploi alors que se développent les plateformes numériques de type Uber, ou encore, les difficultés posées par la gestion du temps de travail des salarié-es à l'heure de la généralisation du télétravail en raison de la pandémie mondiale.

Le bien-être au travail

Malgré les différences qui existent entre ces deux pays, les analyses comparatives France/Japon, s'avèrent à la fois riches et nécessaires. Parmi les thématiques où chacun peut apprendre de l'autre, la question du bien-être au travail et de ses évolutions a fait l'objet d'un projet de recherche mené par la Fondation France-Japon de l'EHESS entre 2018 et 2019. Le constat de départ était le suivant : dans ces deux sociétés, les transformations du monde du travail depuis les années 1990 s'accompagnent d'un déclin du bien-être dans les entreprises dont l'impact sur la productivité se fait aussi sentir. L'objectif était de comprendre les origines de ce phénomène et de porter un regard sur les solutions proposées par le Japon.



Équipe de recherche du projet © FFJ, 2018

Ce projet a d'abord débouché sur la publication d'un [rapport de recherche en novembre 2018](#). Une équipe dirigée par Sébastien Lechevalier et composée de jeunes chercheurs de l'EHESS en économie et en sociologie a procédé à une analyse des travaux de recherche menés au Japon sur cette question. La première partie du rapport est consacrée aux grandes transformations qui ont marqué le monde du travail japonais depuis les années 1990 (baisse du salaire moyen, augmentation de l'emploi non régulier, précarisation de la situation des jeunes, des femmes et des seniors) et à la manière dont elles pèsent sur le bien-être au travail. La deuxième partie détaille les réponses apportées par le gouvernement et les entreprises à travers la régulation du temps de travail, les diverses initiatives prises afin d'améliorer l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, et la promotion des femmes, le point d'aboutissement étant l'adoption de la Réforme du style de travail (*hatarakikata kaikaku*) en



Teleworking © OregonDOT, 2020

2018. À la suite de ce rapport, la FFJ a co-organisé avec le JILPT [un workshop le 15 mars 2019](#) à Tokyo.

L'impact des nouvelles technologies sur la productivité et l'emploi

L'intelligence artificielle (IA), générant à la fois une attente de hausse de la productivité et une inquiétude concernant la destruction massive d'emplois, remet au goût du jour l'analyse des liens entre innovation technologique et emploi. Certains prédisent en effet que son impact sur l'emploi pourrait surpasser tout ce qui a été analysé jusqu'à présent. Or, si l'on définit l'IA comme « l'ensemble des théories et des techniques mises en œuvre en vue de réaliser des machines capables de simuler l'intelligence », on voit la continuité avec la robotique. On peut alors tirer quelques leçons des cas précédents d'introduction de nouvelles technologies ayant conduit à des formes d'automatisation pour nuancer le catastrophisme des projections de destruction massive d'emploi. Il y a cependant quelque chose de nouveau : la nature même du travail pourrait s'en trouver bouleversée avec, par exemple, l'émergence de nouveaux métiers, associés à des statuts d'emploi précaires, indispensables à la construction de l'IA. Par exemple, toutes les activités visant à faire apprendre aux machines (identification des visages par exemple) et qui requiert la mobilisation de travailleurs sur des tâches parcellaires.

Dans ce contexte, il est intéressant d'étudier le cas japonais car l'introduction de nouvelles technologies est présentée au Japon comme une solution au manque de main d'œuvre alors que, dans un même temps, elle détruirait massivement les emplois des secteurs actuellement en suremploi. De plus, le changement organisationnel lié aux nouvelles technologies n'a pas été à la hauteur des efforts consentis en matière de recherche et développement. L'impact de l'innovation sur la productivité est limité et les gains de productivité résultent plus de l'organisation du travail que de l'automatisation.

Au carrefour de l'économie du travail, de l'économie industrielle et de l'économie de l'innovation, ces questions sont développées dans un projet de recherche qui s'inscrit dans le cadre d'une collaboration avec l'Université Keio et son Panel Data Research Center dirigé par le Professeur Isamu Yamamoto. Le premier moment fort de ce projet a été la tenue d'une [journée d'étude organisée à Paris le 20 novembre 2019](#). Au cours de cet événement, des chercheuses et chercheurs français-es et japonais-es appartenant à diverses institutions se sont rencontrés afin de réfléchir ensemble à la manière dont l'innovation technologique peut contribuer à améliorer le bien-être au travail.

Ce dossier a été rédigé en collaboration avec César Castellvi (CCJ-CRJ, EHESS).

Dialogue franco-allemand sur le Japon



L'équipe de la FFJ et le [JDZB](#) s'associent dans un dialogue franco-allemand sur le Japon, autour de l'intelligence artificielle. Werner Pascha (University of Duisburg-Essen, JDZB) revient sur le premier volet de ce dialogue, portant sur les véhicules autonomes et [disponible en ligne](#).

La conduite autonome (*Autonomous Driving - AD*) est devenue un sujet extrêmement important pour l'avenir du Japon, de la France et de l'Allemagne. Alors que de nombreux événements et débats publics sur l'avenir de la production d'énergie pour les véhicules (électricité, hydrogène, etc.) sont organisés, la

question de la conduite autonome semble encore négligée. Pourtant, les conséquences de la conduite autonome sont tout aussi importantes que la production d'électricité. Elle n'affectera pas seulement la construction et la conception des voitures, mais aura également un impact sur l'organisation de l'espace public. En outre, l'AD est impossible sans un changement radical dans la transmission de données, soulevant également de sérieuses questions sur la sécurité des données. Enfin, il existe une dimension éthique très sensible : qui l'intelligence artificielle de l'AD devrait-elle « sauver » en cas d'accident imminent ?

Les questions - et les réponses - sur l'AD ne sont pas forcément les mêmes selon les pays. Elles dépendent des capacités de ces pays et de leur environnement commercial, mais aussi du profil socio-psychologique des différentes régions et de la mesure dans laquelle les gens accepteront la solution de l'intelligence artificielle, telle que l'AD, dans des contextes pertinents sur le plan existentiel. Il y a beaucoup à apprendre de ces différentes perspectives.

Pour des sujets tels que ceux-ci, le Japanese-German Center Berlin (JDZB) et la Fondation France-Japon de l'EHESS ont inauguré le « Dialogue franco-allemand sur le Japon », qui rassemble des perspectives trilatérales, des résultats de recherche et l'expérience pratique de panélistes issus du monde universitaire, de l'administration publique et des affaires. Notre premier événement virtuel sur l'AD s'est tenu le 8 octobre 2020, avec le JDZB comme principal co-organisateur.

Il ne sera pas possible de résumer les différentes contributions et la profondeur des arguments dans un bref rapport. L'orateur principal, le Professeur Fujimoto Takahiro de l'université de Tokyo, une autorité mondiale de premier plan en matière de systèmes de fabrication automobile, a souligné qu'il existe trois niveaux d'analyse importants : les questions de *ground* de la construction automobile, les questions

de *low-sky* de la communication et de l'infrastructure entre véhicules, et les questions de *high-sky* des connexions entre véhicules et internet (*vehicle-to-internet connection*), y compris les plates-formes numériques et l'info-divertissement (*infotainment*).

La première session, intitulée « Regulating Autonomous Driving », s'est concentrée sur les points de vue des constructeurs automobiles et d'autres acteurs sur la réglementation et la politique relatives à l'AD. Parmi les points forts, M. Ota Hiroki du bureau européen de la Japan Automobile Manufacturers Association (JAMA) a expliqué la vision de la mobilité de la JAMA, qui fixe 2030 comme une étape critique pour proposer des solutions liées aux questions prioritaires, telles que l'AD, l'électrification et la connectivité.

La deuxième session, intitulée « Autonomous Driving and Society », a comparé la manière dont la conduite autonome est reçue et acceptée dans les trois sociétés en question. Quelles attitudes et préférences trouve-t-on dans les publics japonais, français et allemand ? Quelles opportunités et quels risques les citoyens perçoivent-ils par rapport à la conduite autonome ? Je mentionnerai deux positions importantes (parmi beaucoup d'autres) : le Professeur Brice Laurent (CSI, Mines ParisTech) a présenté le défi de la modélisation de l'impact social de l'AD et son lien avec la possibilité des expériences, tandis que le Professeur Armin Grunwald (Karlsruhe Institute of Technology et responsable de l'évaluation des technologies au Parlement fédéral allemand) a souligné les questions structurelles du débat politique en Allemagne liées à l'AD, notamment le rôle du German Ethics Council (Deutscher Ethikrat).

Les participants ont convenu qu'en dépit du fait qu'il s'agissait « seulement » d'une conférence virtuelle en raison de la COVID-19, les discussions entre les panélistes et avec le public en ligne ont été très stimulantes. Les organisateurs ont convenu d'organiser un autre événement de dialogue de ce type en 2021 sur un sujet différent, si possible *in situ* à Paris.

Werner Pascha

Mercator School of Management and Institute of East Asian Studies,
University of Duisburg-Essen (Germany), JDZB

CERCLE DE LA FFJ

Le Cercle de la FFJ rassemble les chercheurs invités, lauréats des Prix ainsi que les plus proches collaborateurs de la FFJ. Cette rubrique propose, au travers d'interviews, de présenter les membres de ce Cercle.



Masayo Fujimoto

Professeure à l'Université Doshisha

[Masayo Fujimoto](#) est responsable scientifique de l'[axe 3](#) de la FFJ portant sur l'innovation à travers les sciences, cultures et sociétés. Elle est professeure de sciences sociales à l'université Doshisha de Kyoto, spécialiste en sociologie du travail, des professions, des mobilités sociale et du changement institutionnel.

[Lire l'entretien](#)



Ryo Kambayashi

Professeur à l'Université Hitotsubashi

[Ryo Kambayashi](#) est professeur à l'Institut de recherches économiques de l'université Hitotsubashi. Ses recherches portent sur l'économie du travail, le droit et l'économie, l'histoire économique du Japon et l'économie institutionnelle. Il est chercheur associé à l'[axe 5](#) de la FFJ portant sur les inégalités et politiques sociales.

[Lire l'entretien](#)

Table ronde autour de l'ouvrage *Innovation Beyond Technology*



Une table ronde autour de l'ouvrage *Innovation Beyond Technology - Science for Society and Interdisciplinary Approaches* a été organisée le 19 octobre 2020 par la Fondation France-Japon de l'EHESS (FFJ), en collaboration avec l'Institut Francilien Recherche Innovation Société (IFRIS) et l'Institut Interdisciplinaire de l'Innovation (i3, UMR 9217). Premier événement organisé en hybride par la FFJ, cette table ronde a rassemblé une cinquantaine de participants en présentiel dans l'amphithéâtre de l'EHESS et en ligne.

Intervenant·es et auteur·es de l'ouvrage : **Sébastien Lechevalier** (économiste et directeur d'études à l'EHESS), **Sandra Laugier** (philosophe, professeur à l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne) et **Brice Laurent** (sociologue au CSI Mines Paristech).

Discutant·es : **Franck Aggeri** (professeur de management au CGS Mines ParisTech), **Matthieu Montalban** (Université de Bordeaux) et **Anne Rasmussen** (historienne et directrice d'études à l'EHESS).

Compte-rendu de la table ronde

Sandra Laugier a rappelé que l'innovation a longtemps été présentée comme toujours positive mais que les scandales technologiques actuels font réfléchir à la notion de progrès scientifique et social. « Tout projet de recherche doit partir du bien-être humain souvent difficile à définir. La compétence des citoyens à intervenir sur les sujets qui les concernent semble évidente mais pas tant que cela au regard de l'ouvrage » a-t-elle conclu.

À son tour, Brice Laurent a noté que l'ouvrage, soulignant une critique de l'innovation, prenait au sérieux le problème d'inégalité généré par celle-ci. Le livre décrit les styles de critiques et théories de l'innovation allant avec trois façons de penser l'innovation. Une première façon considère l'innovation comme une religion dont il faut démonter les mythes. Une seconde considère l'innovation comme générateur de débordements, avec souvent des effets néfastes et violents, comme la catastrophe nucléaire de Fukushima, mais elle suscite de la nouveauté en remettant en cause l'existant. Une troisième regarde l'innovation comme un instrument de politiques publiques et de stratégies d'entreprise conduisant à imaginer une société dans laquelle le progrès social naîtrait presque naturellement du progrès technique. Au final, chaque style d'innovation correspond à un type de société de façon implicite.

L'article de Brice Laurent consacré aux formes expérimentales de l'innovation en particulier dans l'urbanisme illustre ce propos. « À San Francisco, un accent fort est mis sur la technologie, l'usage de données en grande quantité et au fonctionnement démocratique. L'utilisation des données permet de savoir ce que « pensent » les habitants et de coupler cette pensée en temps réel avec les systèmes. Cette forme d'innovation va avec une vision de la démocratie locale centrée sur la réalisation immédiate. Les mouvements protestataires, quant à eux, ont cartographié les expulsions causées par la montée des prix due au développement technologique. Critiquer l'innovation peut consister

à souligner les controverses entre différents projets de société et ainsi différencier les façons de penser l'innovation » a-t-il expliqué durant la table ronde.

Pour Anne Rasmussen, le livre présente des récits axés sur l'international avec des enjeux globaux de marchés, de politiques scientifiques, de modèles de recherche et des études de cas plus localisées notamment au Japon. La chercheuse s'est intéressée à l'article de Sayaka Oki qui « analyse le remplacement de la notion de progrès par celle d'innovation à laquelle elle assigne une portée socio politique d'inclusion sociale. Elle souligne le basculement d'un progrès cumulatif à une innovation fondée sur la discontinuité et la diversité ».

Franck Aggeri a noté que le livre constate la contestation croissante de l'innovation et propose une critique du prisme technologique et de son imaginaire. Selon lui, le livre ne contient pas assez d'expérimentations non technologiques alors que de nombreux exemples sont évoqués en introduction.

Matthieu Montalban s'est interrogé sur le terme « innovation » et se demandait s'il ne faudrait pas le substituer par « changement social ». Brice Laurent a conclu que les discussions autour du terme « innovation » dépendent de l'acceptation de ce terme et de la société qui lui correspond.

Ce livre, comme a pu le rappeler Sébastien Lechevalier lors de cette table ronde, a pour but de proposer une analyse des conditions du passage d'une société techno-centrée à une société centrée sur l'homme, de discuter les aspects non-technologiques de l'innovation et de passer du concept d'innovation comme outil de compétitivité au concept d'innovation comme source de bien-être. Ainsi, il tend à démontrer que les sciences humaines et sociales ont leur rôle à jouer dans l'innovation, qui n'est jamais uniquement technologique mais également sociale.

Ces recherches autour de l'innovation sociale se poursuivront dès l'année 2021 avec la constitution de l'équipe de recherche internationale triennale et le programme de recherche sur l'innovation tirée par le *care*, tous deux évoqués en première page de cette Lettre.



Le compte-rendu du contenu des échanges a été rédigé par Catherine Gayda, médiatrice scientifique de l'i3.

[Voir la table-ronde](#)

